ELECTIONS LEGISLATIVES DES 4 ET 11 MARS 1973

3e CIRCONSCRIPTION CORTE-SARTENE

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LES CANDIDATS DU P.C.F.

POUR L'UNION POPULAIRE
ET LA VICTOIRE
DU PROGRAMME COMMUN

BUNGELMI Paul



Directeur de C.E.G.
Ancien résistant. S/Lieutenant F.F.I.
Croix de guerre
Membre du secrétariat fédéral

Suppléant éventuel :

CAMPANA Joseph

Maire d'Altiani
Membre de la Chambre d'agriculture

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 4 mars le choix sera simple, bien que tout soit mis en œuvre par les hommes du Pouvoir pour créer la confusion et tromper l'électeur.

Il y aura, d'un côté, ceux qui, avec l'U.D.R., les indépendants de tous les centres et les centristes de toutes nuances, poursuivraient, en l'aggravant, la politique menée en France depuis 1958 et qui a dressé contre elle les travailleurs, les démocrates, l'ensemble des couches laborieuses.

Et, d'autre part, ceux qui veulent changer radicalement le cours de cette politique en proposant aux Français un programme économique et social, un programme commun aux communistes, aux socialistes, aux radicaux de gauche.

Le choix sera simple, en Corse, comme ailleurs.

Après quinze ans de pouvoir gaulliste, aucun des problèmes fondamentaux qui se posent à notre département n'a été résolu.

Le coût de la vie est toujours, dans la même proportion, plus cher que dans les autres régions de France. Le Pouvoir a toujours refusé d'envisager l'application du principe de la continuité territoriale.

La mine d'amiante de CANARI et l'usine de tanins de PONTE-LECCIA ont été fermées.

La menace de suppression pèse encore sur notre réseau ferré.

Un grand nombre d'exploitations familiales agricoles a disparu. Le nombre de chômeurs a augmenté. Le processus de dépeuplement de notre île s'est accentué.

Aucune structure d'enseignement supérieur n'a été créée.

Depuis 1958, la fraude électorale généralisée est entrée dans les mœurs faussant tous les scrutins.

Le député sortant, Jean-Paul de ROCCA SERRA, a toujours soutenu par ses votes à l'Assemblée nationale, la politique de tous les gouvernements responsables d'une politique néfaste pour la Corse.

C'est pourquoi nous disons nettement : **l'objectif de toutes les forces démocratiques doit être de battre, dans notre circonscription, le candidat du Pouvoir, Jean-Paul de ROCCA SERRA.**

L'objectif est de contribuer, pour notre part, à renverser le cours de la politique suivie depuis quinze ans dans ce pays, en portant à l'Assemblée nationale une majorité nouvelle constituée par les forces de gauche unies sur la base d'un programme qui est depuis le mois de juillet dernier au centre de la vie politique française.

*
* *

Qu'apportera à la Corse le Programme commun ?

En premier lieu notre population va bénéficier comme la population du pays tout entier, des mesures d'ordre social, économique et politique qui y sont prévues.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

C'est-à-dire :

— l'augmentation des salaires et des traitements et la fixation à 1000 F du salaire mensuel minimum ;

— la garantie du pouvoir d'achat par une véritable échelle mobile ;

— la semaine de 40 heures, la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes ;

— l'élimination progressive et rapide du chômage ;

— la sécurité sociale pour tous et la gratuité des soins médicaux ;

— la revalorisation des allocations vieillesse de retraite et des pensions qui ne pourront pas être inférieures au salaire minimum interprofessionnel garanti et qui seront rapidement amenées à 75 % du salaire moyen des dix meilleures années ;

— une politique sociale du logement ;

— une école publique nouvelle ouvrant à tous les Français la porte du savoir et donnant à tous un métier ainsi qu'une vie intellectuelle soutenue dans tous tous les domaines ;

— une politique de la jeunesse donnant à tous des chances égales pour l'éducation, le travail, les loisirs, les sports, la culture ;

— la défense des libertés démocratiques ;

— l'épanouissement de la démocratie ;

— une politique d'indépendance nationale et de paix.

La Corse profitera, d'autre part, des mesures particulières qui concernent les régions désavantagées par le déséquilibre régional accentué par quinze ans de domination des monopoles capitalistes.

Selon un principe énoncé dans le programme commun la production des richesses sera répartie harmonieusement dans les diverses régions. Dans cette optique, des critères d'implantation industrielle seront fixées aux grandes entreprises publiques et privées. Cela signifie que la Corse pourra enfin voir amorcer son industrialisation. En outre, les disparités entre les ressources des régions seront atténuées par une caisse nationale de péréquation.

« Le tourisme ne sera plus un alibi face au sous-développement de certaines régions, mais il ira de pair avec leur développement industriel et agricole ».

Cette affirmation contenu dans le programme commun dérive d'une conception radicalement opposée à celle des gouvernants actuels et de ceux qui se sont succédé depuis 1958.

Dans le domaine de la politique agricole, le programme prévoit que **« tout sera mis en œuvre pour améliorer les conditions de travail des petits et moyens producteurs »**. Cela suppose, entre autres, que la SOMIVAC devra intervenir dans l'intérieur de l'île en vue d'une véritable rénovation rurale qui permettra à de nombreux Corses de vivre en Corse, décemment.

La résorption du chômage et du sous-emploi est un objectif primordial du programme commun. Cet objectif ouvre à la Corse la perspective de la création de milliers d'emplois.

LE PROGRAMME COMMUN EST LA CHANCE DE LA CORSE ; CETTE CHANCE VOUS DEVEZ LA SAISIR LE 4 MARS.

VOUS VOTEREZ COMMUNISTE

Parce qu'au sein de l'union de la gauche pour laquelle il a tant combattu, l'action du Parti communiste représente la garantie la plus sûre de la réalisation pleine et entière du programme commun.

VOUS VOTEREZ COMMUNISTE

Pour compenser l'injustice de la loi électorale qui défavorise le Parti communiste et qui risquerait de ne pas lui donner une représentation suffisante dans l'Assemblée nationale de demain.

Le nombre de voix qu'obtiendra au premier tour, le 4 MARS, le Parti communiste français sera décisif pour lui donner l'audience de la représentation parlementaire qu'il mettra au service des travailleurs, de l'union, du programme commun.

VU : Les candidats.

Imprimerie Typographique — Ajaccio

Sciences Po / fonds CEVIPOF